

Intervention du Pr Salim Daccache s.j., Recteur de l'USJ, à la conférence de presse organisée le 11 novembre 2014, sur la décision de suspendre des élections estudiantines.

1. Je voudrais, en premier lieu, vous remercier d'avoir répondu à notre invitation pour ce temps d'échange avec les médias autour d'une importante décision qui a provoqué des interrogations et des réactions de nos étudiants mais aussi, au niveau de l'opinion publique. C'est dire que notre Université qui célèbre ses 140 ans de fondation en cette année académique garde toute sa place dans le cœur des Libanais de tous bords.

2. Laissez-moi confirmer sinon reconfirmer que la décision de la suspension des élections pour une année, par le Conseil d'Université Saint-Joseph, n'est pas le résultat d'une réaction passagère mais le fruit d'une action mûrie et responsable. Décision responsable de responsables qui suivent au jour le jour le quotidien de l'USJ, mais décision qui nous a rendus tristes de constater qu'un acte hautement citoyen comme le droit de vote, inscrit dans la Charte de l'USJ de 1975, qui appelle à la participation, comme principe démocratique, ne pouvait être exercé en cette année pour plusieurs raisons que je peux énumérer au nombre de quatre :

3. Le premier est que, depuis le début de l'année, nous avons constaté que la violence verbale et les menaces verbales entre certains étudiants de bords différents avaient atteint sur les réseaux sociaux et sur les campus des sommets qu'on n'avait pas vus auparavant. Nous avons assisté aussi sur les campus, depuis cette année à des altercations répétées et des disputes musclées ici et là, d'allure partisane et souvent confessionnelle, ce qui a nécessité l'intervention des responsables sur le terrain afin de calmer les esprits et nous continuons à être vigilants sur ce point. Evidemment il y a des sanctions, mais c'est un climat. L'on était certain que la moindre étincelle pouvait causer beaucoup de dégâts. Pour le Conseil de l'USJ et pour moi en tant que recteur, aller dans le sens de l'organisation d'élections dans une telle ambiance pouvait constituer un pas dans l'inconnu. Suspendre les élections c'est le droit et le devoir de l'Université quant à la sécurité de ses étudiants et de leur avenir. Pour exercer la démocratie et le droit de vote, nous avons jugé en responsables que les conditions de son exercice pour cette année n'étaient pas réunies.

4. La deuxième raison est que, depuis déjà l'année passée et au courant des premières semaines, beaucoup d'étudiants et même des responsables de courants politiques nous ont demandé s'il n'était pas possible de suspendre ces élections. Pour eux, ces élections organisées dans cette situation où la tension importée à l'Université était à son paroxysme ne pouvaient devenir qu'un cauchemar pour beaucoup, nuisaient à leurs études et même mettaient en danger leur liberté d'expression et de choix. Nous devons écouter ces avis et ces appels afin de protéger notre université d'un mal qu'il nous faut tous prendre en considération, bien le diagnostiquer et tenter de le vaincre ensemble. Pour dire bref, l'USJ ne peut être un espace ouvert à tout agissement non contrôlé. Nous formons une grande communauté pluraliste au milieu de la cité ; ce pluralisme a accompagné la mise en route du système des crédits européens à l'Université depuis 2002 ; nous sommes et nous serons toujours l'Université jésuite et, en cela, notre devoir est d'aider cette communauté pluraliste à observer les règles et les valeurs humanistes, sociales et spirituelles qui lui donnent le goût du vivreensemble. Parmi ces valeurs, le respect mutuel de l'opinion et de la parole de l'autre est un fondement, considérer l'autre non comme un ennemi mais comme un collègue et un camarade de promotion et d'études est une vérité intangible.

5. La troisième raison réside dans les élections comme exercice de choix libre et éveillé des électeurs sur la base de projets électoraux avant-gardistes. Il est évident que ces élections ne se déroulent pas en fonction de projets culturels, ou académiques, éducatifs et même sociopolitiques ou contre certaines actions de l'administration mais tout est politisé et confessionnalisé de l'alpha jusqu'à l'oméga et jusqu'à la moelle ; pas de place pour une troisième voix et voie. Si l'on vote c'est peut-être pour quelqu'un et un courant politique. Je ne vous cache pas que la participation aux élections est en progression à l'USJ, peut-être jusqu'à 90 pour cent, mais est-ce un signe de bonne santé qu'il y ait une telle cassure entre les étudiants ? Beaucoup d'étudiants s'en plaignent car ils se sentent devenir comme des moutons de panurge subissant une pression indescriptible pour voter pour ce courant contre l'autre.

6. La quatrième raison consiste à nous interroger sur l'après des élections. Nous aurons imaginé ces élections aboutir à une république de Platon ou à la république qualifiée de meilleure d'al-Farabi mais, malheureusement, nous en sommes loin. Nous aurons imaginé des Associations amicales d'étudiants de différents bords travaillant, dans le cadre des comités élus, en un seul cœur et

faisant un seul corps, mais le résultat n'est pas dans le rêve. Dans le concret, je dirai qu'à la limite il n'y a pas de comités d'associations amicales d'étudiants, car le groupe des vainqueurs agit pour les siens, s'il agit, le groupe de la minorité ne siège jamais pour faire comité. Dans la démocratie il y a majorité et minorité et nous avons à admettre cela dans notre pratique. Beaucoup se demandent où nous en sommes avec la démocratie ? La démocratie est-ce uniquement le droit de voter et d'élire ? Ne réside-t-elle pas aussi dans le droit d'avoir un parlement actif et créatif, des parlements de députés étudiants qui travaillent pour la communauté, d'avoir des comités d'amicales d'étudiants qui gèrent les affaires des étudiants ? Ne réside-t-elle pas dans cet effort continu des étudiants des donner des leçons de démocratie à leurs adultes et à leurs chefs?

7. Pour faire bref, notre décision n'est pas seulement un appel à nos étudiants pour réfléchir ensemble, pour agir ensemble et pour réunir toutes les conditions aptes à organiser des élections sur des bases solides et pour avoir des associations amicales d'étudiants dont l'allégeance est avant tout à l'Université ; car un étudiant à l'USJ est un étudiant de l'USJ, issu de l'USJ et portant la marque de l'USJ. Je ne suis pas contre la politique ni contre les hommes politiques, ni contre la présence d'un débat politique à l'USJ. Dans le marasme actuel, l'Université doit devenir, et elle l'est, la conscience de tout un peuple qui demande à tous les responsables de rétablir la voix et la voie de la raison et de mesurer combien la violence sous toutes ses formes, surtout verbale, haineuse, qui s'en prend au sacré, est en train de faire des ravages dans et sur la jeunesse, et de déstabiliser nos institutions éducatives, sociales et politiques. C'est elle, cette violence en partie qui est en train de mener nos institutions politiques et gouvernementales vers le gouffre. De même, notre décision de suspension des élections constitue un appel à tous les médias pour qu'ils ne cherchent pas dans leurs reportages à attiser les comportements agressifs et à encourager le refus et le rejet de l'autre. J'étais étonné que certains journalistes, mécontents de notre décision qu'ils ont qualifié être contre la démocratie, s'en prennent contre des personnes de l'USJ avec des mots prétentieux et agressifs et des menaces outrancières, qui sont bien loin de tout comportement démocratique. Lorsque l'on veut défendre la démocratie, que l'on montre qu'on est démocrate avant tout. Dans ce contexte, je voudrais saluer les réactions de beaucoup de nos étudiants qui ont appuyé la décision, mais aussi je salue la réaction des contestataires qui ont discuté la décision avec arguments et dignité et ont montré que nos

étudiants dans un moment de prise de conscience peuvent retrouver rapidement les valeurs de l'Université, ces valeurs faites de liberté d'opinion, de respect de l'autre dans l'intégrité de sa personne et de sa parole, de demande de justice, de défense du pluralisme et du vivre-ensemble, de la citoyenneté et de la solidarité.

8. Comme le communiqué de l'Université l'a bien dit le 30 de ce mois, nous allons tenir compte de ce répit – je ne veux ni l'appeler ni suspension ni annulation - afin de poser les bases citoyennes et juridiques d'un exercice citoyen de la démocratie dans le cadre de notre université. Ces activités et ces actions de tous genres ont pour but de développer l'esprit citoyen et faire reculer les frontières des comportements qui sont contraires à notre moralité et à nos principes religieux. Dans ce contexte, rien ne se fera sans la participation active des étudiants. Notre rôle est de lancer ces idées : c'est à vous chers étudiantes et étudiants de nous rejoindre comme volontaires à mettre en œuvre ce programme. J'ai toujours dit, depuis le début de mon mandat, que notre raison d'être à l'Université est notre étudiant qu'il faudra aider à devenir adulte, à devenir excellent professionnel et un citoyen actif et créatif, solidaire des autres surtout les plus démunis, ce que nous faisons aujourd'hui dans le cadre de l'opération sociale 7^{ème} jour qui travaille dans toutes les facultés et les instituts. En deux ans nous avons créé beaucoup de structures au service de l'étudiant et pour la promotion de sa personnalité, dont le service de la vie étudiante. Nous avons adopté le principe que l'Université ne refusera pas l'admission d'un étudiant capable d'y suivre ses études pour des raisons financières. Il fera partie de cette grande communauté de la solidarité d'étudiants qui profitent des bourses d'étudiants dont le nombre dépasse les 3000 mille en cette année. C'est pour dire que loin de nous l'idée de dictature et plus proche de nous et de notre mission l'idée de faire de l'étudiant un partenaire pour que l'USJ soit cette université dont il est fier et où il peut exprimer ses talents et ses libres opinions.

9. Chers Amis, l'USJ qui fut le porte-parole des libertés et de l'appel à la démocratie, qui naguère a porté le flambeau du changement, l'USJ qui a refusé toutes les formes d'asservissement, d'injustice et de tutelle demeurera elle-même. Au milieu des années noires de la guerre des autres, elle était devenue sans terre, ses institutions détruites et occupées, mais le Liban dans les années 1975 et 1980 était devenu sa terre. Elle n'a pas disparu car forte et profonde est sa mission. Cette suspension d'élections la fait s'enraciner dans

sa mission en lançant un appel pour une prise de conscience du vide qui nous menace et de la nécessité de le combler au plus vite.
